

Études d'histoire religieuse



Denise Robillard, *L'Ordre de Jacques Cartier 1926-1965. Une société secrète pour les Canadiens français catholiques*, Montréal, Fides, 2009, 541 p.

Robert Choquette

Volume 76, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044772ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/044772ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Choquette, R. (2010). Compte rendu de [Denise Robillard, *L'Ordre de Jacques Cartier 1926-1965. Une société secrète pour les Canadiens français catholiques*, Montréal, Fides, 2009, 541 p.] *Études d'histoire religieuse*, 76, 152-153.
<https://doi.org/10.7202/044772ar>

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Denise Robillard, *L'Ordre de Jacques Cartier 1926-1965. Une société secrète pour les Canadiens français catholiques*, Montréal, Fides, 2009, 541p.

Pendant près de quarante ans, l'Ordre de Jacques Cartier en mena large au Canada français. Fondée à Ottawa en 1926 comme société discrète sinon secrète, cette société voulut promouvoir les intérêts des Canadiens français catholiques d'abord dans la fonction publique du Canada, mais aussi dans toute une série de dossiers sociaux, politiques et économiques incluant l'obtention de chèques fédéraux bilingues, de timbres postaux bilingues, de postes dans la fonction publique, de postes radiophoniques de langue française dans l'ouest du Canada, et de nominations épiscopales francophones dans les diocèses de langue française à l'extérieur du Québec. L'Ordre joua des coudes dans le débat autour de l'adoption d'un drapeau canadien dans les années 1960, et pilota la campagne de moralité publique à Montréal dans la décennie 1950. Bref, quand l'Ordre jugeait que les intérêts des Canadiens français catholiques étaient en cause, il s'engageait.

L'Ordre se percevait comme un organisme de coordination ; il travaillait discrètement en collaboration avec d'autres sociétés telles que les Sociétés Saint-Jean-Baptiste, l'Association canadienne-française de l'Ontario, les sociétés Richelieu (qu'il fonda dans la décennie 1940), ou les caisses populaires. Le plus souvent, il aiguillonnait une de ces sociétés à assumer la direction d'une campagne ou l'autre, campagne qu'il avait lui-même planifiée. Lui-même restait sous le couvert, tout en veillant, dans la mesure du possible, à ce que les directeurs de ces sociétés sœurs soient aussi membres de l'Ordre.

L'OJC prit naissance au moment du dénouement de la crise scolaire du Règlement 17 en Ontario, à la veille du « crash » économique de 1929. Il se désintégra en 1965, faisant naufrage sur le récif que constitua pour ses directeurs le mouvement souverainiste du Québec. En effet, pendant quarante ans, l'Ordre fut l'arme principale que se donnèrent les minorités canadiennes-françaises dans leur lutte pour la reconnaissance des droits des francophones catholiques au Canada. Ces minorités avaient lutté d'arrachepied avant 1929 et finirent par remporter certaines victoires. À la fin de la décennie 1920, cependant, elles jugèrent préférable de changer de tactiques. La confrontation d'antan allait céder le pas à l'organisation secrète et aux manœuvres discrètes. La direction de l'Ordre fut fortement centralisée dans les mains d'une poignée de chanceliers et de directeurs à Ottawa, et elle le resta même quand la masse du *membership* de l'Ordre fut québécoise. De là, la crise qui mena à l'éclatement, en 1965.

Organisé en neuf chapitres chronologiques, le livre de Denise Robillard est une étude détaillée, fouillée et complète de l'histoire de l'Ordre de Jacques

Cartier, de sa fondation à Ottawa en 1926 jusqu'à sa dissolution en 1965, par résolution de sa direction. L'auteure connaît bien tant la littérature secondaire que les sources primaires qui existent sur son sujet. Sa documentation est excellente. Elle situe bien son récit dans son contexte historique politique, culturel et ecclésiastique, tant québécois que canadien. Dans une langue élégante, elle nous fait voir les défis que devaient relever ces apôtres de la vie canadienne-française catholique avant les révolutions, tranquille et autres, culturelles et linguistiques des années après 1965. On est loin d'une époque comme la nôtre où pratiquement tout groupe culturel jugé légitime est subventionné par l'État, provincial ou fédéral, que ce soit au Québec, en Ontario, ou en Acadie. En effet, l'Ordre dut quêter chacun de ses sous, recruter tous ses militants parmi des volontaires qui œuvraient pendant leurs loisirs. Néanmoins, à compter de 1950 au moins, l'Ordre compta parmi ses quelque dix mille membres plusieurs des personnalités les plus engagées dans la vie publique au Canada français.

Ces bénévoles furent les promoteurs d'un Canada bilingue où franco-phones et anglophones jouiraient de droits égaux. Dans sa présentation extrêmement détaillée, l'auteure fait état des griefs des Canadiens français catholiques, à l'extérieur du Québec en particulier, et des nombreux comités, démarches, enquêtes, rapports, propositions et résolutions qui suivirent dans l'Ordre de Jacques Cartier. De plus, bon nombre de ces nationalistes de l'Ordre se méfiaient des Chevaliers de Colomb, société d'origine américaine qu'ils percevaient comme leur concurrent principal voué à des intérêts étrangers. Serait-ce du chauvinisme ou du patriotisme mal placé ?

Le livre de Denise Robillard nous fait mieux connaître la société principale qui pilota le dossier « canadien-français catholique » pendant les trois décennies et plus qui séparent la fin des confrontations linguistiques et scolaires, qui culminèrent dans la bataille du Règlement 17, et la montée du mouvement de la souveraineté politique du Québec dans la décennie 1960. C'est la seule époque où la direction de la « cause » du Canada français fut entre les mains d'une poignée de Franco-Ontariens d'Ottawa. Bien sûr, tous sont des Canadiens français à l'époque ; on ne parle pas encore de Franco-Ontariens ou de Québécois (sauf pour les citoyens de Québec). La terminologie changera suite au sabordage de l'Ordre de Jacques Cartier en 1965.

Robert Choquette
Université d'Ottawa